

Faut-il supprimer les provinces ?

Les politiques se renvoient la balle tous azimuts

Le tollé général qu'ont provoqué la députée provinciale Annie Taullet (PS) et le conseiller libéral Bernard Liébin -18.000 € brut/an- pour leur fonction de présidente et vice-présidente de l'ASBL Centre informatique du Hainaut a permis de remettre la question de l'utilité des provinces sur l'établi. Par ces temps obscurs où l'on traque les euros qui se perdent dans les CA des intercommunales, plusieurs élus n'hésitent pas à monter au créneau pour placer ladite institution sur la guillotine.

La députée provinciale cdH Catherine Fonck ne mâche pas ses mots vis-à-vis de l'institution provinciale, « il faut supprimer des couches de lasagne. Il y a trop de ni-

veaux politiques, trop de structures, trop de mandataires. In fine, cela va à l'encontre de l'intérêt général. Il y a en plus des provinces d'autres niveaux de pouvoir et des intercommunales. Et certains voudraient créer un niveau de supra-communauté en plus », a-t-elle déclaré hier dans les colonnes du journal la Province.

Supprimer la province en tant qu'institution, Catherine Fonck, n'en démord pas. « On a évidemment besoin de tous les enseignants mais ils pourraient dépendre d'un autre niveau politique. Et dans ce cas, on supprimerait une couche de lasagne ». Et d'ajouter : « Nous n'avons pas de chiffres pour la province du Hainaut. Mais le gouvernement wallon est en train de faire un cadastre très précis sur les ASBL, intercom-

munes, etc. Il y a trop de structures et cela représente évidemment un coût. On pourrait être aussi efficace avec moins de structures... ».

Du côté des élus provinciaux du district de Tournai, on se montre moins catégorique. Et on pointe l'important travail déjà accompli par le conseil provincial qui a déjà fait l'effort de passer de 84 à 56 conseillers. Et de renvoyer la balle à Catherine Fonck en lui demandant de regarder dans son assiette. « La députée Fonck prête à la région à Namur et à la Fédération Wallonie-Bruxelles dans la capitale », confirme Michel Pecqueur, conseiller provincial de Celles, « ne sommes-nous pas là aussi en face de quelques couches de lasagnes ? »... ●

A. DU ET CL. W.

Le Président du collège Serge Hustache (PS)

Les provinces trop méconnues

Président du collège provincial et député (PS), Serge Hustache se dit prêt à discuter avec les détracteurs de l'institution provinciale tout en observant tout d'abord que « souvent les gens qui s'expriment de cette façon sur les provinces ne les connaissent pas. » Et d'appeler certains hommes et femmes politiques à faire preuve d'humilité : « Est-ce que le citoyen est attaché au Sénat, à la Communauté française ? Je ne le pense pas... » Un transfert de compétences vers d'autres niveaux de pouvoir n'est pas réaliste pour le député provincial responsable des finances : « Prenons par exemple l'enseignement. C'est l'essentiel du budget provincial (la province de Hainaut compte 10.000 salariés dont 5.000 enseignants). Si on me démontre que la Fédération Wallonie Bruxelles a les moyens d'intégrer l'enseignement provincial, et les moyens de racheter nos bâtiments, ceci tout en maintenant le très bon niveau actuel de notre enseignement, je signe tout de suite ! » D'autres structures provinciales comme le Centre agronomique et de recherches appliquées du Hainaut à Ath (CARAH) ou l'aca-

démie de police à Jurbise sont très appréciées pour la qualité de leur travail, souligne Serge Hustache. « Supprimer les provinces est un débat porteur médiatiquement mais dans la pratique n'a-t-on pas intérêt à jouer sur la complémentarité et travailler ensemble ? Je n'ai aucun tabou par rapport à l'avenir des provinces, je veux bien entendre qu'il faut supprimer les députés provinciaux, mais la seule chose que je n'accepterai jamais c'est qu'on touche au personnel ! » Exaspéré par les propos de certains mandataires régionaux, le député PS relève par ailleurs une contradiction : « On entend des députés wallons critiquer les provinces et en même temps la Région wallonne nous confie des compétences supplémentaires notamment au niveau des cours d'eau ! À noter aussi que des communes sollicitent aussi des partenariats avec nous sur le plan culturel. » Évidemment, les montants perçus par la députée Taullet à la présidence de l'ASBL Centre informatique du Hainaut et son vice-président Liébin ont commis du tort, regrette Serge Hustache. ●

CL. W.

Les avis de nos conseillers provinciaux

« La Province a plus de compétences qu'on ne le pense »



Dorothée De Rodder
Cheffe de groupe PS

« Si l'on devait attribuer nos compétences à d'autres, il faudrait voir également ce qu'ils en feraient. Je suis arrivée à la Province en 2006, j'ai eu le temps de voir de l'intérieur ce qu'elle vaut. Il est sûr que les provinces ont plus d'utilité qu'on ne le pense. Mais tout cela n'est sans doute pas assez communiqué. Quand on se trouve devant un bâtiment provincial, très peu de gens se rendent compte ce qu'il en est. Même chose au niveau de l'enseignement provincial. Et pourtant, on imagine pas l'immense boulot abattu au quotidien. Nous essayons d'offrir une image plus moderne de la province aux citoyens. A ce sujet, on va d'ailleurs organiser au printemps un grand événement pour montrer à la population toute l'offre de service que lui propose grâce à la province. Nous tenons à montrer la Province sous d'autres auspices, démontrer ce qu'elle a de plus fort au sein de ses institutions. On ne communique pas assez, c'est clair mais cela doit, et cela va changer. » ●



Armand Boite
Conseiller MR

« Plutôt que de détricoter la Province, je ne serai pas contre un transfert de plus de compétences vers la Province. Je pense notamment à l'enseignement communal qui pourrait venir dans le giron de l'enseignement provincial par exemple. Et pourquoi ne pas fédérer toutes les intercommunales au niveau des provinces? Nous exerçons un pouvoir de proximité et on peut vraiment dire que tout ce qui est fait est bien fait. Ainsi des compétences peuvent être mis au service des communes comme en matière d'ingénierie technique ou d'éco-développement. Remettre les compétences de la province à la région, c'est prendre le risque de les mettre dans les mains d'élus qui ne connaissent pas nécessairement nos communes. Le coût financier? On a déjà réduit le nombre de conseillers de 84 à 56. En outre, les conseillers se réunissent trois fois par mois à 110 € net la réunion, ce qui n'est pas exagéré. Mais nous devons travailler l'image de la Province, car peu de gens savent combien ils se servent des services provinciaux tous les jours. » ●



Brigitte Aubert
Conseillère cdH

« On peut travailler à un transfert de compétences de la province vers un autre niveau, mais doucement. Car on ne peut changer toute la représentation de la Province du jour au lendemain, cela représente en effet des milliers de personnes. Pour ma part, on peut diminuer le nombre d'intervenants car cela coûte trop cher. Et nous sommes trop nombreux. Nous avons déjà fait un effort, il y a quatre ans en diminuant d'une quarantaine de conseillers provinciaux. Il faut travailler de manière générale à plus de supracommunalité. Il faut réduire le nombre de députés, de ministres, de conseillers à d'autres échelons alors qu'il faudrait renforcer les équipes dans les communes car là nous ne sommes pas assez nombreux. Je ne crois donc pas dans un transfert des compétences de la Province vers la Région, mais plutôt sur un travail de réflexion pour donner plus de compétences aux communes car finalement ce sont les acteurs les plus proches des citoyens. » ●



Michel Pecquereau
Conseiller MR

« La province exerce un important pouvoir de proximité, on l'oublie trop souvent. Nos missions sont très spécifiques et variées que ce soit au niveau de l'enseignement professionnel ou au niveau culturel par exemple. Dans ma commune de Celles, la Province est intervenue au niveau de la bibliothèque pour l'aider à monter de catégorie. La zone de secours, les personnes handicapées, problèmes environnementaux... franchement les exemples d'intervention de la Province ne manquent pas. Et on essaye de soutenir au maximum les communes en termes de supracommunalité. Reste que la Province souffre d'un déficit d'image important. Les attaques à travers la presse par politiques interposés n'arrangent pas son image. Mais il est clair que nous avons notre part de responsabilité, car la Province ne se vend pas assez. Trop nombreux au conseil provincial? Le sont-ils à la Communauté française ou à la Région wallonne? En tout cas, on peut tabler au conseil provincial sur 97% de présence dans l'hémicycle... » ●

A.DU